

Valeur et valeurs : concilier économie, social et éthique ?

Jean-Marie Harribey

**Conférence pour l'Association nationale
des directeurs et cadres de la fonction personnel
Mérignac, 7 avril 2004**

et

**Communication au séminaire : Journée de réflexions et d'échanges
« Développement durable et éthique de la responsabilité »
Chaire Unesco sur la formation de professionnels du développement durable
CREPHINAT, UFR de philosophie
Université Bordeaux 3
Bordeaux, 14 juin 2004**

Il y a beaucoup de paradoxes dans cette question : peut-on concilier économie, social et éthique ? D'abord, elle n'est pas posée aujourd'hui par ceux qui s'indignent de la persistance, voire l'aggravation de la pauvreté dans le monde, ou de la montée du chômage et de la précarité tandis que des grandes fortunes s'accumulent, ou des plans de licenciement quand les cours boursiers s'envolent, ou de l'impunité dont jouissent les délinquants de la finance. Ceux qui s'indignent de bonne foi de ces faits et qui veulent y remédier s'attachent à promouvoir des règles sociales et éthiques sans trop se préoccuper d'impératifs économiques et ne tentent donc pas une conciliation entre ces trois objectifs.

La question de la conciliation entre l'économie, le social et l'éthique vient surtout des milieux qui faisaient naguère ou font encore profession de foi en faveur de l'économie de marché, seule capable selon eux d'atteindre simultanément l'objectif d'efficacité et celui de justice. Plus encore, d'aucuns affirmaient ou affirment encore que l'on n'a pas à se préoccuper de justice sociale, celle-ci nous étant donnée de surcroît dès lors que la propriété privée, la concurrence et les lois du marché sont respectées, ainsi que n'a cessé de le répéter tout au long de sa vie l'économiste autrichien Friedrich von Hayek, père spirituel de tous les ultra-libéraux contemporains.

Les récents scandales financiers qui ont éclaté aux Etats-Unis et en Europe – que l'on pense à Enron, World com, Vivendi, Parmalat, Adecco et Morgan Stanley – et les malversations comptables dont se rendus coupables les cabinets d'audit les plus réputés dans le monde ont contribué à accroître l'émotion, et ce sujet retient maintenant l'attention des médias, des gouvernements et même des milieux d'affaires inquiets pour leur image à une époque où l'apparence tient lieu de conviction et la communication de pensée.

On pourrait commencer par se demander ce qui a conduit voici quelques années à rebaptiser dans les entreprises et les administrations les Directions du Personnel en Directions des ressources humaines qui sont chargées de gérer au quotidien des exigences économiques et humaines, bien plus sans doute que les membres de conseils d'administration, abrités que sont ces derniers derrière l'anonymat de l'actionnariat. On pourrait y voir le souci de réintroduire l'homme en tant que finalité dans l'entreprise. On pourrait au contraire y voir son instrumentalisation franchir un degré supplémentaire : l'homme étant réduit à l'état de ressource, un capital de plus à rentabiliser, voire le seul puisqu'il est à la source de tous les

autres. L'homme, ce capital le plus précieux, disait Staline ; l'homme, capital humain, répondent en écho les économistes libéraux.

La réponse à la question posée a été donnée sans ambiguïté il y a 2500 ans par Aristote dans les chapitres 8 et 9 du Livre I des *Politiques* où il distingue l'administration familiale, l'*oikonomos* – qui est l'étymologie grecque du mot économie – de l'art d'acquérir, la *chrématistique* qui ne comporte « nulle borne à la richesse et à la propriété ».

La réponse a été rappelée avec force démonstrations il y a bientôt 140 ans par Marx dès la première page du *Capital* : « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises ». Le but du capitalisme étant d'accumuler du profit pour le transformer en capital supplémentaire, et ce de manière illimitée, la marchandisation infinie du monde rend définitivement incompatibles profit et considérations sociales. Pis encore, en réduisant toute activité humaine à un acte vénal, l'aliénation, c'est-à-dire la dépossession de soi-même, de sa vie, est consubstantielle à la marchandise.

Ne cherchons donc plus, ne faisons pas comme si nous ne savions pas, nous savons, il faut choisir : la valeur ou les valeurs.

Cependant, bien que nous sachions l'essentiel tout en nous contorsionnant pour l'oublier, nous pouvons nous demander pourquoi cette question revient en force aujourd'hui et quelles réponses contemporaines peuvent lui être apportées.

1. Pourquoi la question ?

J'é mets l'hypothèse que nous vivons une crise aux multiples dimensions. Pour la commodité de l'exposé, je dirais que cette crise provient d'une triple origine :

- une origine économique à cause de la soumission des activités humaines à la marchandise ;
- des rapports difficiles entre la science et la société ;
- de l'affaiblissement du cadre dans lequel s'exprime la démocratie politique.

1) La crise économique

Quel est le trait de génie d'Aristote en distinguant l'*oikonomos* et la *chrématistique* ? C'est d'avoir différencié la valeur d'usage des choses et leur valeur d'échange. C'est de cette distinction que repartiront les économistes classiques Adam Smith et David Ricardo pour fonder l'économie politique. Les marchandises ont une valeur d'usage par l'utilité qu'elles procurent et une valeur d'échange par leur capacité à entrer en rapport quantifiable entre elles. La première est la condition nécessaire pour que la seconde existe, mais la mesure de celle-ci n'a rien à voir avec l'utilité. Elles sont donc irréductibles l'une à l'autre et la première dépasse les frontières de la seconde. L'une constitue l'ensemble de la richesse de la société, qu'elle soit monétaire ou non, marchande ou non, l'autre est restreinte à la valeur, sous entendu d'échange. La preuve en est, disait A. Smith, que l'eau très utile n'a que peu de valeur d'échange et que le diamant, peu utile, a une forte valeur d'échange. La preuve en est que la lumière solaire a une utilité extrême mais n'a aucune valeur d'échange. L'air est indispensable à la vie et, pour l'instant encore, il n'a pas de valeur d'échange. Le lait tété au sein de sa mère par le nourrisson a une valeur d'usage essentielle mais n'a pas de valeur d'échange alors que le lait en poudre mis dans le biberon a une valeur d'échange. Le lien social, la qualité des relations humaines sont aussi des formes de richesse inestimable sans pour autant avoir une valeur au sens économique.

Parce que cette distinction géniale sert de point de départ de la critique radicale de la marchandisation capitaliste faite par Marx, elle fut niée et abandonnée par la pensée économique libérale ultérieure qui fit l'apologie du capitalisme. Celle-ci est bâtie sur une double dénégation :

- d'abord, elle nie la différence entre valeur d'usage et valeur d'échange et cherche à établir au contraire l'identité entre valeur d'usage et valeur d'échange ;
- et, puisque la satisfaction des besoins ne peut provenir que des valeurs d'usage tenues pour synonymes des valeurs d'échange, alors l'extension perpétuelle de la sphère de la valeur d'échange, c'est-à-dire de la sphère marchande, est érigée en finalité.

Dès lors que le capital n'est que l'accumulation du fruit du travail humain, qu'il ne peut s'accroître que parce que le travail est exploité, toutes les conditions sont donc réunies pour le divorce entre l'impératif de rentabilité et le respect de valeurs autres que celle de l'argent : les conditions de travail, la dignité, l'égalité de droits, le respect de la nature, etc.

Cela est bien sûr une constante du capitalisme depuis son origine, il y a environ trois siècles. Mais elle se renforce depuis le tournant que l'on appelle néo-libéral pris à la fin de la décennie 1970 aux Etats-Unis et au début de la décennie 1980 en Europe.

Que s'est-il passé ? A la fin de la décennie 1960, une grave crise de rentabilité du capital éclate, dont le capitalisme ne sort qu'après la prise de trois séries de décisions.

- La première consiste à abolir tous les obstacles à la circulation des capitaux et des marchandises.
- La seconde prévoit un programme général de privatisations dans le monde entier des entreprises publiques, des services publics, des systèmes de protection sociale, des ressources naturelles et des connaissances scientifiques, de façon à élargir le champ d'action des investissements privés.
- La troisième organise une modification du partage de la valeur ajoutée entre salariés et détenteurs de capitaux à l'avantage de ces derniers. Partout s'ouvre une période au cours de laquelle la part de la masse salariale diminue dans le PIB diminue : par exemple, en France, près de 10 points de PIB en 20 ans en moins pour la masse salariale au fur et à mesure que le chômage augmente et parce que les salaires augmentent moins vite que la productivité.

La crise capitaliste se résout en faisant payer le prix fort aux salariés par le biais des politiques d'austérité et du chômage, aux pauvres du tiers-monde soumis aux fameux plans d'ajustement structurel du FMI et de la BM. On est bien loin de la conciliation entre l'économique et le social puisqu'il s'agit au contraire de jeter les bases d'une accumulation durable des profits. Tel est le sens de l'austérité salariale et surtout de la régression des protections sociales, par exemple des retraites condamnées à régresser drastiquement alors que la richesse produite augmente.

Mais il y a une dimension supplémentaire qu'il faut prendre en compte et qui accentue le hiatus entre impératif de rentabilité et principes éthiques. La soif d'accumulation a engendré un modèle de développement productiviste qui, en quelques décennies, a épuisé bon nombre de ressources naturelles essentielles, généralisé d'innombrables pollutions, mettant en danger les conditions de la vie dans un proche avenir, et à tout le moins amoindrissant la capacité des générations futures de répondre à leurs besoins. Le réchauffement climatique causé par le renforcement de l'effet de serre, lui même dû aux émissions de gaz à effet de serre, est maintenant certain.

Ainsi, le développement du capitalisme heurte ce que Hans Jonas a appelé le principe de responsabilité¹ vis-à-vis de nos descendants et plus généralement à l'égard de la vie elle-même.

¹ . H. Jonas, *Le principe responsabilité, Une éthique pour la civilisation technologique*, 1979, éd. fr. Paris, Ed. du Cerf, 1990.

2) *Les rapports entre science et société*

La deuxième raison de la crise que nous traversons, outre son aspect économique, tient aux rapports entre la science et la société.

Ils sont marqués par deux traits : la science semble de plus en plus subordonnée à des impératifs économiques et la société a de moins en moins de prise sur les orientations générales de la recherche scientifique.

La recherche publique est fragilisée parce que les fonds publics sont comptés chichement ; de ce fait, les organes publics de la recherche sont conduits à passer de plus en plus de contrats avec les industries privées. L'utilisation mercantile de la recherche passe avant les considérations d'ordre sanitaire ou environnementale. On sait par exemple que les maladies tropicales ne font l'objet d'aucune recherche sérieuse et importante. On se souvient de la tentative des multinationales pharmaceutiques d'empêcher des pays comme l'Afrique du Sud ou le Brésil de fabriquer des médicaments génériques à faible prix pour soigner les malades du SIDA et de les vendre aux autres pays du tiers-monde qui ne peuvent les fabriquer. Cette tentative a échoué mais les multinationales continuent d'exercer une pression au sein de l'OMC pour que cette pratique soit très réglementée et donc contrariée le plus possible.

On avait cru un peu naïvement depuis le siècle des Lumières que le progrès de la science signifiait automatiquement le progrès de la société : une ambiance positiviste qu'Auguste Comte avait le premier théorisée au début du XIX^e siècle. La science jouissait d'une grande légitimité qui fut pourtant remise en cause dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Hiroshima et Nagasaki furent le point de départ des doutes sur la capacité de l'homme à maîtriser les forces scientifiques et techniques qu'il mettait en mouvement. L'industrie nucléaire civile n'offrit pas davantage de garanties, tant en termes de contrôle démocratique que de gestion sécurisée. Et, plus récemment, les catastrophes sanitaires (vache folle), ou la catastrophe à venir du climat, sont directement liées à la dérive d'un mode de production et de consommation emporté par le Maëlstrom de l'accumulation, hors de toute norme éthique ou sociale.

Mais le pire est peut-être devant nous avec la possibilité de manipulations génétiques, soit sur les espèces végétales (OGM) et animales (clonage), soit sur l'espèce humaine. On voit d'ailleurs combien on arrive difficilement à établir consensuellement des normes parce que des pressions de toutes sortes s'exercent pour les empêcher ou les retarder. Le principe de précaution se heurte à l'hostilité des industriels qui craignent que leur activité soit menacée (opposition à l'application du protocole de Kyoto en Europe²) et ils sont confortés par une attitude scientiste que l'on rencontre dans certains milieux scientifiques et qui de toute façon continue d'imprégner les mentalités dominantes.

La science a donc un double visage : elle est porteuse de savoirs toujours renouvelés et révisables et en même temps elle donne cette image de Vérité absolue et définitive. Ce deuxième aspect est potentiellement dangereux car il peut engendrer le pouvoir technocratique qui ne souffre pas de discussion.

Les deux problèmes sont liés. L'industrie nucléaire fut imposée en France au nom du progrès technique sans qu'aucun débat public ne vienne sanctionner le choix décidé par un groupe d'industriels et le sommet de l'Etat. Les finalités de la recherche et le contrôle démocratique sont une seule question.

Le recul de la recherche publique et son asservissement à des fins mercantiles à cause de la place grandissante prise par les financements privés s'inscrivent dans le mouvement de libéralisation qui atteint aujourd'hui l'ensemble de la sphère de la société restée jusque-là hors

² . Ph. Ricard, « Les industriels européens mobilisés contre les engagements de Kyoto », *Le Monde*, 23 mars 2004.

marché : services publics, protection sociale, culture et recherche. Dès lors que le savoir, les découvertes et inventions deviennent les éléments moteurs de la création de richesses, le capitalisme n'a de cesse que d'étendre à l'infini le champ de la propriété privée. Tel est le sens de la pression exercée par les multinationales au sein de l'OMC pour obtenir le droit de déposer des brevets sur tout le patrimoine naturel et scientifique de l'humanité. Plus ce droit progresse, plus il entre en contradiction avec l'existence d'une recherche publique s'engageant sur des objectifs définis par la société.

La lutte pour sauver la recherche et éviter sa marchandisation comporte donc plusieurs dimensions.

Elle exprime la nécessité de refonder une relation entre la science et la société pour relégitimer la première à une époque où la maîtrise des processus biologiques pose des questions éthiques redoutables et où la définition du progrès ne va plus de soi.

Elle révèle le caractère de bien public de la connaissance qui doit absolument échapper à la privatisation pour deux raisons. La première est une affaire de principe : la connaissance est un héritage sans cesse agrandi de l'histoire humaine et il doit être transmis comme tel. La deuxième raison relève d'une exigence d'efficacité : la connaissance grandit quand elle est partagée et construite en coopération ; au contraire, elle s'étiole, voire disparaît quand elle est accaparée.

3) Le cadre de l'expression politique démocratique

L'expression démocratique des peuples s'est historiquement développée dans le cadre de l'Etat-nation. Et c'est celui-là qui sert encore aujourd'hui. Mais la mondialisation du capitalisme, le poids des grands groupes industriels et financiers, la place des grandes institutions internationales, comme l'ONU, le FMI, la BM, dominées par les Etats-Unis et dans une moindre mesure par le Japon et quelques pays européens, rendent de plus en plus obsolète le cadre national de l'expression démocratique. Tous les peuples du monde entier étaient opposés à la guerre en Irak ; elle a pourtant eu lieu, sur la base de mensonges d'Etat. Tous les peuples sont opposés à la privatisation des services publics et de la protection sociale ; elle est pourtant mise en œuvre inexorablement.

Le paradoxe est que ce sont les Etats qui pilotent ces décisions allant dans le sens d'une libéralisation toujours plus poussée de l'organisation de la société et qui, de ce fait, se privent pour l'avenir d'outils de régulation en planifiant à l'avance leur propre dessaisissement des affaires publiques, remettant celles-ci entre les mains d'institutions inféodées aux exigences financières. Le projet de constitution européenne ne prévoit pas que le fonctionnement des institutions européennes, comme le fait toute constitution. Il inscrit dans le marbre le principe de la concurrence et du marché comme principe directeur de la société, de la même façon que l'AGCS au niveau de l'OMC. Le patronat européen envisage de faire adopter la norme de 45 à 48 heures de travail hebdomadaires au sein de l'Europe élargie, et déjà des projets circulent selon lesquels un travailleur immigré dans un pays européen se verrait appliquer la législation du travail de son pays d'origine et non celle du pays d'accueil. En France, le récent rapport Virville propose d'instituer le contrat de mission comme modèle de contrat de travail s'apparentant davantage au droit commercial qu'au droit du travail, pendant que la loi sur le dialogue social et la formation professionnelle abolit la hiérarchie des normes qui voulait qu'aucun accord d'entreprise ne pouvait offrir de garanties sociales inférieures à l'accord de branche, à l'accord interprofessionnel, et à la loi.

Pendant ce temps, les écoles de management mettent en place des modules de formation pour futurs DRH sur la manière de bien préparer des plans sociaux...

Concilier l'économie, le social et l'éthique ? C'est la notion même de progrès qui est en question. Le rêve de Condorcet de voir l'humanité accomplir un progrès moral en même temps que le progrès scientifique se réalisait s'est évanoui.

2. Un nouveau contrat social ?

Nous ne sommes donc pas seulement en présence d'une simple crise économique, classique dans l'histoire du capitalisme, mais d'une crise systémique globale, mettant en cause les conditions de reproduction de la société, tant dans ses aspects matériels que culturels, et, plus généralement encore, menaçant les conditions de reproduction de la vie. Cette crise atteint, par voie de conséquence, les représentations dominantes, celles-là mêmes qui assuraient que le progrès humain serait nécessairement au bout du progrès matériel, au bout du développement économique que ce progrès matériel engendrait. Or, aujourd'hui le développement est en crise parce que le processus d'accumulation de richesses soumis au règne du profit entre en contradiction avec l'ensemble des procédures de régulation des rapports sociaux et des rapports entre l'homme et la nature qui permettraient à la vie en société d'être « soutenable », c'est-à-dire, tout simplement, supportable ou vivable.³

1) *Le développement durable ?*

Dans ce contexte est né un engouement extraordinaire pour le mot d'ordre de « développement durable » ou « soutenable » depuis que l'ONU et, à sa suite, tous les gouvernements, chefs d'entreprises multinationales, ONG, économistes bien intentionnés, etc., en ont popularisé le concept : assurer le bien-être des générations présentes sans compromettre celui des générations futures. Qui ne peut souscrire à un tel programme ? Mais celui-ci est entaché d'un vice fondamental : la poursuite d'une croissance éternelle est supposée être compatible avec le maintien des équilibres naturels et la résolution des problèmes sociaux. « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable »⁴, déclarait le rapport Brundtland en 1987. Ce postulat est fondé sur deux affirmations très fragiles.

La première est d'ordre écologique : la croissance pourrait se poursuivre parce que l'intensité en ressources naturelles requise par la production diminue avec le progrès technique. Autrement dit, on pourrait produire toujours davantage avec moins de matières premières et d'énergie. Or, les faits sont têtus : la baisse de l'intensité en ressources naturelles est indéniable mais elle est malheureusement plus que compensée par l'augmentation générale de la production, et, ainsi, la ponction sur les ressources et la pollution continuent d'augmenter, comme le reconnaît le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement : « Partout dans le monde, les processus de production sont devenus plus économes en énergie depuis quelques années. Cependant, vu l'augmentation des volumes produits, ces progrès sont nettement insuffisants pour réduire les émissions de dioxyde de carbone à l'échelle mondiale. »⁵

La deuxième affirmation fragile est d'ordre social : la croissance économique serait seule capable de réduire la pauvreté et les inégalités et de renforcer les cohésions sociales. Or tout porte à croire le contraire car la croissance capitaliste est nécessairement inégale, destructrice autant que créatrice, se nourrissant des inégalités pour susciter sans cesse des frustrations et des besoins nouveaux. De plus, depuis quarante ans, alors que globalement le monde a connu un accroissement considérable de la richesse produite, les inégalités ont explosé : l'écart entre les 20% les plus pauvres et les 20% les plus riches est passé de 1 à 30 à 1 à 80.

³ . Voir J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; et *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998 ; *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2^e éd. 2004.

⁴ . Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du Fleuve, 1987, p. XXIII.

⁵ . PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, Bruxelles, De Boeck, 2002, p. 28.

L'approfondissement des écarts, aussi bien entre les pays riches et les pays pauvres qu'au sein même des pays riches, n'est pas étonnant : le passage à un régime d'accumulation financière provoque un profond chamboulement des mécanismes de répartition de la valeur produite puisque l'élévation des exigences de rémunération des classes capitalistes, notamment par le biais de la hausse des dividendes, condamne la part de la valeur ajoutée attribuée aux salariés à décroître, tant sous forme de salaires directs que de prestations sociales.

La faille principale des promoteurs officiels du concept de développement durable est leur incapacité à penser l'avenir en dehors du paradigme de la croissance économique éternelle. En dépit des dégâts sociaux et écologiques, le développement durable que presque personne ne veut dissocier de la croissance fonctionne comme une drogue dure. Lorsque la croissance est forte, l'illusion est entretenue qu'elle peut résoudre les problèmes – qu'elle a pour la plupart fait naître – et qu'ainsi, plus grande est la dose, mieux le corps social s'en portera. Lorsqu'elle est faible, le manque apparaît et est d'autant plus douloureux qu'aucune désintoxication n'a été prévue.

Aussi l'*anémie* actuelle de la croissance ne doit-elle pas dissimuler l'*anomie* grandissante dans les sociétés minées par le capitalisme libéral. Celui-ci est incapable d'indiquer un sens à la vie en société autre que celui du consumérisme, du gaspillage, de l'accaparement des ressources naturelles et des revenus issus de l'activité économique et en fin de compte des inégalités. La drogue de la croissance est le nouvel opium des peuples dont les repères culturels et les solidarités collectives sont brisés pour qu'ils sombrent dans le gouffre sans fond de la marchandisation. Le premier chapitre du *Capital* de Marx critiquant la marchandise était particulièrement prémonitoire⁶.

Nous sommes donc confrontés à un dilemme : comment résorber le chômage sans recourir à une croissance économique élevée écologiquement dévastatrice ? Il faut en effet écarter cette solution pour trois raisons principales :

- la croissance n'est jamais qu'une solution de court terme compte tenu de l'impératif du capitalisme d'avoir toujours à sa disposition dans le monde une « armée de réserve » ;
- elle n'est nécessaire, dans un contexte technique donné, pour atteindre le plein emploi que si l'on considère comme intangibles la répartition des revenus et le temps de travail ;
- cette croissance devrait être faramineuse durablement pour faire disparaître tout le chômage actuel et maintenir un plein emploi permanent, et donc elle épuiserait rapidement les ressources naturelles et aggraverait la pollution : la marchandisation du monde dégénérerait en une *excroissance* difforme et de plus en plus monstrueuse.

C'est pourquoi les gains de productivité doivent servir à autre chose que produire et consommer toujours davantage : la réduction du temps de travail est une voie pour surmonter le dilemme que nous lègue le capitalisme entre déchéance des chômeurs et saccage de la planète, à condition de simultanément réorienter la production vers la qualité et la satisfaction des besoins collectifs.

2) Restreindre le champ de la propriété et du marché

Plutôt que de vouloir concilier l'inconciliable, nous devons travailler à refonder un contrat social et mettre fin aux projets de démolition sociale nécessaires à la financiarisation de l'économie capitaliste.

La condition *sine qua non* porte sur la propriété et le champ que nous laissons au marché. Dans l'immédiat doivent être mis hors marché :

- les services publics ;
- la santé ;

⁶ . K. Marx, *Le Capital, Livre I*, 1867, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1965.

- les retraites ;
- la culture ;
- l'eau et l'air ;
- toutes les connaissances scientifiques.

Cela implique deux choses : un élargissement de la sphère non marchande et une nouvelle conception de la richesse. La vulgate libérale explique à longueur de temps que les activités publiques sont parasitaires et entravent la dynamique économique et que les prélèvements obligatoires sont toujours trop élevés.

Non seulement c'est faux car les activités publiques offrent d'authentiques valeurs d'usage. Elles ont seulement l'inconvénient aux yeux des libéraux d'être des dépenses socialisées et de permettre un début de redistribution des richesses. Mais, de plus, tout le monde reconnaît aujourd'hui que les activités d'éducation, de santé sont créatrices d'externalités positives dont bénéficient l'ensemble des acteurs de l'économie.

On revient à notre point de départ : la richesse n'est pas réductible à ce qui a une valeur sur le marché. Quand on aime la vie, ne compte pas ce qui d'ordinaire se compte et compte ce qui ne se compte pas.

3) *De la démocratie censitaire à la démocratie réelle*

Au sein du FMI, un dollar = une voix. Cela illustre bien la limite de la démocratie dans le monde : elle est plus censitaire que réelle et ne peut donc délivrer un arbitrage entre les impératifs capitalistes et les valeurs sociales et éthiques.

Certes, nous avons encore la possibilité de chasser du pouvoir un Aznar qui fait une guerre contre l'assentiment de son peuple et qui lui ment effrontément. Nous avons encore la possibilité d'infliger un camouflet au trio Seillière-Chirac-Raffarin. Mais que pesons-nous dans les choix fondamentaux si la BCE n'a de comptes à rendre qu'aux marchés financiers et si les chômeurs sont privés de droits tandis que les grandes fortunes caracolent ?

La refondation de la démocratie relève donc de l'urgence extrême. Son avenir dépendra de notre capacité à articuler les formes de démocratie représentative et de démocratie directe. Sans la seconde, la première est toujours tentée d'évoluer vers une démocratie délégataire sans contrôle et technocratique.

Concilier le capitalisme et l'éthique, c'est comme vouloir marier l'eau et le feu. La conclusion s'impose alors. Elle est de considérer le capitalisme comme une étape de l'histoire humaine, et rien que cela.

Sur le plan philosophique et épistémologique, cela implique que l'organisation de l'économie n'obéit à aucune loi naturelle qui s'imposerait à nous comme la loi de la gravitation universelle. L'économie est une construction sociale, c'est-à-dire est toujours le fruit de rapports entre les hommes, souvent de rapports de forces entre des intérêts divergents. La volonté de concilier est louable. Encore faut-il qu'elle ne masque pas une mise sur un même plan du pot de fer et du pot de terre. Encore faut-il qu'elle ne masque pas une réduction des valeurs à une valeur marchande.